

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 16/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CERMIX

Rue Désiré Copin
59750 Feignies

Références : 2025_V3_275
Code AIOT : 0003801345

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2025 dans l'établissement CERMIX implanté Rue Désiré Copin 59750 Feignies. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée en inopinée, l'inspection n'ayant pas réussi à contacter l'exploitant pour annoncer la visite. Cette dernière avait pour objectif de vérifier les actions réalisées par l'exploitant suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 novembre 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CERMIX
- Rue Désiré Copin 59750 Feignies
- Code AIOT : 0003801345

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CERMIX est spécialisée dans la fabrication de colles pour carrelage. La société appartient au groupe Koramik.

Le site de Feignies est soumis au régime de l'autorisation, au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. L'arrêté d'autorisation date du 27/01/1988 et est établi au nom de DESVRES.

Le site dispose d'une ligne de fabrication composée d'une pesée, d'un mélangeur et de l'ensachage, installée dans le bâtiment A sur le plan en annexe.

Le bâtiment B comprend le stockage des produits fabriqués sur place et de quelques produits fabriqués par d'autres filiales du groupe Koramik.

Le bâtiment D est un préau ouvert, non utilisé actuellement.

Le bâtiment E est un bâtiment désaffecté fermé, près duquel se situe un local transformateur désaffecté et un local transformateur en fonction.

Le bâtiment F contient également du stockage de produit fabriqué sur site.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Objet	AP de Mise en Demeure du 10/11/2022, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection propose à Monsieur le Préfet d'abroger l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2022 mettant en demeure la société CERMIX de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 et de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 janvier 1988 pour son établissement situé sur la commune de FEIGNIES.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Objet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/11/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en demeure
Prescription contrôlée : La société CERMIX exploitant une installation de broyage, concassage sise rue désiré copin sur la commune de FEIGNIES est mise en demeure de respecter les dispositions : <ul style="list-style-type: none">• de l'article 51 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 janvier 1988 en procédant à l'inventaire de ces déchets dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. Les éléments justificatifs de la mise en conformité sont transmis à l'inspection dès réalisation.• de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 en prenant les dispositions pour qu'il n'y ait pas de déversement dans le milieu naturel en cas d'incendie dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté et suivant le calendrier ci-dessous :

- missionner un Bureau d'étude dans un délai de 3 mois ;
- relevé terrain dans un délai de 6 mois ;
- chiffrage des actions dans un délai de 9 mois ;
- jusqu'à la réalisation complète des travaux dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Les éléments justificatifs de l'avancement et de la mise en conformité sont transmis à l'inspection dès réalisation.

Constats :

L'inspection constate que l'exploitant:

- a procédé à l'inventaire et à l'évacuation des déchets situés dans le bâtiment à l'est du bâtiment de stockage. L'exploitant a retiré définitivement les déchets restants en janvier 2024 (réalisé par le prestataire Aunegy). Le bâtiment est désormais propre et nettoyé.
- s'est muni d'un bassin de récupération des eaux ainsi que d'un déshuileur en novembre 2025. Les travaux ont été effectués par la société Soternor.

Par mail en date du 05/12/2025, l'exploitant a fourni les factures concernant l'évacuation des déchets et l'installation du bassin de récupération des eaux et du déshuileur.

L'inspection propose donc à Monsieur le Préfet d'abroger l'arrêté préfectoral mettant en demeure la société CERMIX de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 et de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 janvier 1988 pour son établissement situé sur la commune de FEIGNIES.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure